Motion adoptée lors du Congrès de la CGSP wallonne des 30, 31 mai et 1er juin

Nous, délégués de la CGSP wallonne réunis ces 30, 31 mai et 1er juin 2012 en Congrès, nous nous adressons à vous les représentants de la Nation, et, avec plus d'insistance encore, à ceux qui, parmi vous, disent représenter les intérêts du monde du travail.

Nous affirmons que le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, également appelé " pacte budgétaire ", signé le 2 mars 2012, est une menace d'une extrême gravité sur nos droits sociaux et nos droits démocratiques.

L'objectif de ce traité, qui va s'emboîter avec l'autre traité sur le Mécanisme européen de stabilité, est de créer un instrument juridique contraignant pour mener jusqu'au bout une politique de démantèlement des conquêtes que les travailleurs ont arrachées en 125 années de lutte sociale. Si ce traité passe, il sera bientôt illégal et anticonstitutionnel de revendiquer le maintien ou la récupération de nos droits.

Le nouveau traité va permettre aux institutions de l'Union européenne de sanctionner tous les gouvernements qui tardent à mener les politiques antisociales déjà dictées : modération salariale (index), privatisations, réductions des budgets publics, suppression des conventions collectives nationales, recul de l'âge de la pension, etc. Ce sont les rapports de soumission et d'étouffement créés avec la Grèce que l'on veut étendre à tout le continent européen. La démocratie est en danger mortel !

Nous vous appelons à ne pas ratifier le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance qui va imposer à la Belgique une réduction drastique de la dette publique contraignant le pays à une politique d'austérité pendant encore plus d'une quinzaine d'années. Le pays va être saigné à blanc. Le traité impose à tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, de soutenir les " recommandations " de la Commission européenne. Nous n'acceptons pas que le

suffrage universel soit vidé de tout contenu.

http://www.cgsp-wallonne.be/fr/non-a-la-ratification-du-pacte-budgetaire-europeen